









SOMMES-NOUS PRÊTS À IMPLANTER UN PROGRAMME À DONNÉES PROBANTES DANS UNE VISÉE DE PRÉVENTION DE LA MALTRAITANCE ?

MARIE-HÉLÈNE GAGNÉ ET FLORA THOMAS U. LAVAI

7^{ème} Congrès québécois sur la maltraitance envers les enfants et les adolescents

Montréal, 26-27 octobre 2015







PLAN DE L'ATELIER

Que veut dire « être prêt » ?

Le concept de « community readiness », ou disposition à agir

L'expérimentation de Triple P: un laboratoire naturel pour étudier la disposition à agir des communautés pour prévenir la maltraitance

- Triple P: un « programme à données probantes »
- Une approche communautaire
- Avantages et défis

Portrait issu de 4 communautés en matière de disposition à agir pour prévenir la maltraitance

• 276 questionnaires + 16 entrevues qualitatives avec des informateurs-clés

Et alors, sommes-nous prêts?

Période d'échanges

LE CONCEPT DE DISPOSITION À AGIR

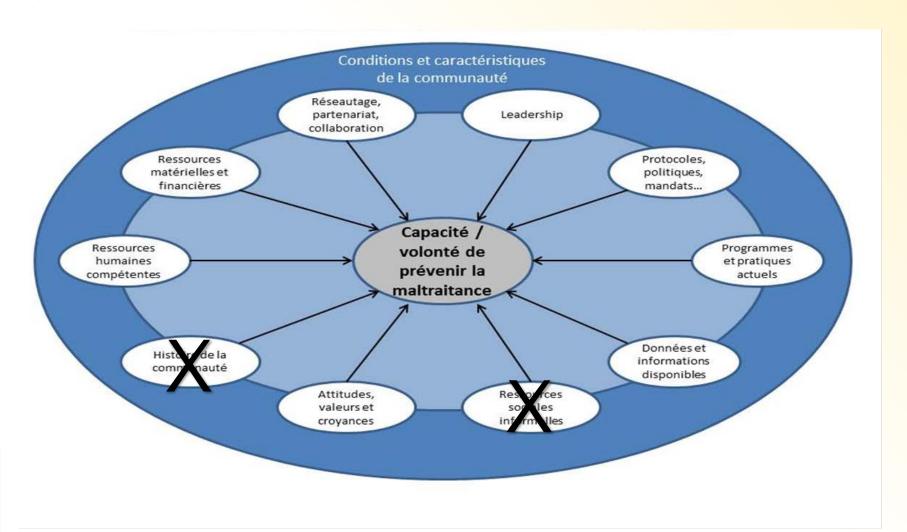
Définition: Degré auquel une communauté est prête à agir afin de résoudre ou prévenir un problème

Concept multidimensionnel qui comprend:

- -Le niveau d'intérêt et de motivation
- -Les ressources et leviers

- Plusieurs construits apparentés
- Plusieurs modèles de la disposition à agir

MODÈLE DE LA DISPOSITION À AGIR RETENU (MIKTON ET AL., 2011)



Chaire de partenariat en prévention de la maltraitance

EXPÉRIMENTATION DE TRIPLE P: UN LABORATOIRE NATUREL



Portée

Plus le niveau d'intervention augmente, plus l'intervention est ciblée

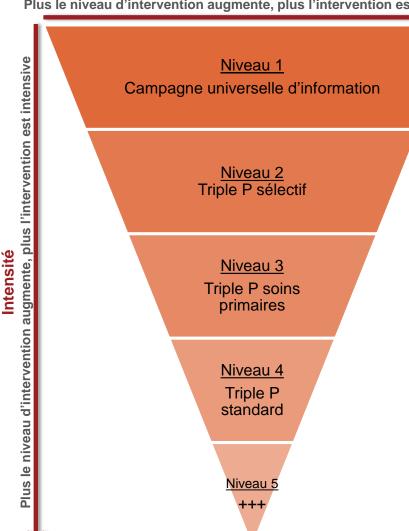






- ❖Système d'intervention structuré, manualisé, « cléen mains », qui vise à
 - favoriser les « pratiques parentales positives »
 - réduire les PC de l'enfant
- Données probantes: fondements scientifiques et efficacité éprouvée
- Développé par Matthew Sanders (Australie)
- ❖ S'adresse aux parents d'enfants de 0 à 12 ans
- Approche populationnelle de santé publique

Système en cinq niveaux d'intervention d'intensité croissante et de plus en plus ciblée



UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE

2 territoires expérimentaux Triple P:

2 territoires de c comparaison appariés:

Mercierest / Anjou

Rosemont

Orléans

Jacques-Cartier

Territoires appariés selon:

- Taille de la population 0-17 ans
- 2. Taux de signalements PJ
- 3. Proportion d'enfants sous le seuil de faible revenu

Un partenariat intersectoriel:

Services sociaux aux familles (CSSS, CJ)

Services de garde à l'enfance (0-5 ans) et écoles primaires (5-12 ans)

Organismes communautaires « famille »

Structures locales de concertation, arrondissements / municipalités

AVANTAGES ET DÉFIS DES PDP

Maximise les résultats auprès de la clientèle tout en minimisant les coûts liés au développement des pratiques.

Bon rapport coûts-bénéfices à moyen et long terme.

Outil de développement de la capacité organisationnelle et communautaire à agir sur un problème donné.

Coûts d'implantation importants (\$ + temps).

Entre en "compétition" avec les pratiques établies et peut susciter de la résistance – implique d'accompagner le changement.

Peut manquer de souplesse adaptative – tension entre fidélité au programme et adaptation au contexte d'implantation.



ANALYSE LOCALE DES BESOINS, RESSOURCES ET DISPOSITION À AGIR EN PRÉVENTION DE LA MALTRAITANCE

Question de recherche

 Quel est le niveau de capacité et de disposition de la communauté à agir (community readiness) pour prévenir la maltraitance dans une perspective de soutien à la parentalité?

Devis « mixte »

- Enquête par questionnaire postal auprès de gestionnaires et d'intervenants œuvrant en CSSS, CJ, CPE et organisme communautaire
- Entrevues qualitatives avec des informateurs-clés

QUI A PARTICIPÉ À L'ÉTUDE ?

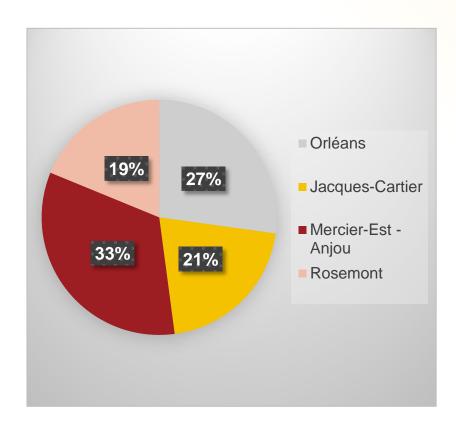
ORGANISATIONS

- 75 organisations sollicitées (4 territoires)
- 35 organisations participantes:
 - 3 CSSS
 - 2 CJ
 - 14 organismes communautaires
 - 13 CPE

RÉPONDANTS

- 588 questionnaires envoyés
- 276 questionnaires retournés:
 - 54 gestionnaires + 222 intervenants
 - 160 du réseau SSS + 80 des CPE + 36 des OC

PROVENANCE DE L'ÉCHANTILLON



Caractéristiques des informateurs	-clés (<i>N</i> = 16)
	n
Territoire de CLSC	
Orléans	4
Jacques-Cartier	4
Mercier-est/ Anjou	4
Rosemont	4
Genre	
Féminin	12
Masculin	4
Organisation	
CLSC	11
Centre jeunesse	1
CPE	1
Organisme communautaire	3
Type de poste occupé	
Intervenant	6
Gestionnaire	7
Organisateur communautaire	3

MESURE DE LA DISPOSITION À AGIR

QUESTIONNAIRE

11 questions tirées du Readiness Assessment for the Prevention of Child Maltreatment (World Health Organization)

Questions sur l'utilisation de divers programmes de soutien à la parentalité ou de prévention de la maltraitance sur le territoire

Échelle montréalaise de collaboration (Cormier & Bouchard, 1998; Cormier, 2006)

Intervenants seulement

Integration of Human Services Measure (Browne et al., 2004)

Gestionnaires seulement

ENTREVUE

17 questions et sous-questions:

La communauté

- Caractéristiques de la population
- Forces de la communauté
- Enjeux actuels

Problématique de la maltraitance

Capacité et volonté d'agir

Facteurs d'influence

Accueil d'un nouveau programme

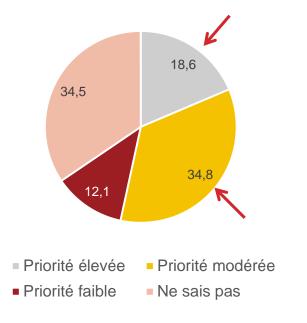
RÉSULTATS AU READINESS ASSESSMENT FOR THE PREVENTION OF CHILD MALTREATMENT (RAP-CM)

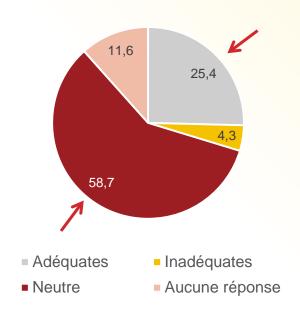
AVEC INTÉGRATION DES RÉSULTATS QUALITATIFS

PRIORITÉ ACCORDÉE À LA MALTRAITANCE ET RÉPONSE AU PROBLÈME

Sur le territoire du CLSC, jusqu'à quel point la prévention de la maltraitance envers les enfants (...) constitue une **priorité**, comparativement à d'autres problèmes socio-sanitaires ?

Croyez-vous que les **mesures prises jusqu'à maintenant** pour
prévenir la maltraitance envers les
enfants dans le territoire du CLSC
X ont été adéquates?





PRÉVENTION DE LA MALTRAITANCE

DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Préoccupation pour le bien-être des enfants et la prévention de la maltraitance

« La maltraitance, c'est préoccupant, ça me touche, parce que c'est des êtres humains vulnérables ces enfants-là.»

- Deux écoles de pensées présentes dans le discours des informateurs
 - Approche qui privilégie la réponse communautaire aux besoins d'une collectivité ou d'un groupe
 - Approche basée sur les données probantes

APPROCHE QUI PRIVILÉGIE LA RÉPONSE COMMUNAUTAIRE AUX BESOINS D'UNE COLLECTIVITÉ OU D'UN GROUPE

Discours sur:

- Les facteurs communautaires, économiques et socio-culturels liées à la maltraitance
 - « Pour l'instant, ce que je sens de la volonté de la communauté, c'est plus de travailler sur l'amélioration des conditions de vie. Alors on touche à la maltraitance par la bande, à ce moment-là. »
- Les besoins des familles vulnérables
 - « Et je me demande, dans les études, dans les programmes, est-ce qu'on demande aux gens ce qu'ils veulent? »
- L'Empowerment
 - « On aide beaucoup les mamans à faire valoir leurs droits, à reprendre du pouvoir aussi sur leur situation. »

APPROCHE BASÉ SUR LES DONNÉES PROBANTES ?

Discours sur:

La mise en place de pratiques dont l'efficacité est démontré

« Je pense que si on avait des données synthétisées qui portent sur les meilleures pratiques à fournir à nos partenaires, ils seraient bien d'accord pour les utiliser d'après moi. »

<u>VS</u>

« Il faudrait que les programmes soient là pour répondre aux besoins de la population et non pour répondre aux exigences du programme, [...] parfois, il y a des programmes qui sont très bien élaborés, pensés, mais dans l'application, ce n'est pas toujours très cohérent. Vraiment pas. »

La recherche évaluative

« En fait, on se pose de plus en plus de questions sur l'efficacité des programmes ou des pratiques. »

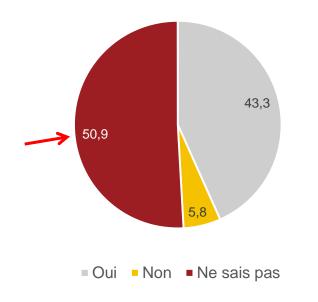
<u>VS</u>

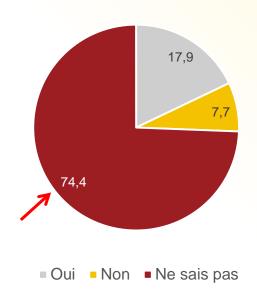
« Il y a des organisations comme la nôtre qui sont pris dans des systèmes d'évaluation de la performance qui sont une contrainte supplémentaire, en tout cas pour les intervenants et les gestionnaires. »

MANDATS ET POLITIQUES

Sur le territoire du CLSC, y a-t-il une ou des organisation(s), gouvernementale(s) ou non gouvernementale(s), officiellement mandatée(s) pour prévenir la maltraitance envers les enfants?

Sur le territoire du CLSC, existe-t-il une ou des politique(s) officielle(s) qui vise(nt) spécifiquement à s'attaquer à la maltraitance envers les enfants?





MANDATS ET POLITIQUES

DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Les mandats ne semblent pas clairs

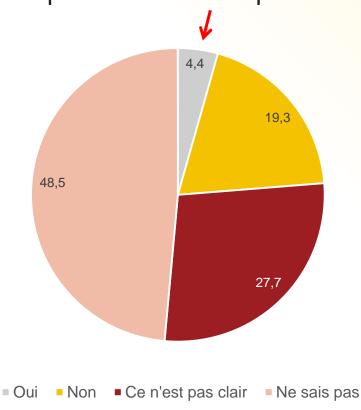
« C'est un terrain miné, dans le sens où il y a des structures qui sont spécialisées sur le sujet puis on (organisme communautaire famille) n'a pas à toucher à ce genre de préoccupations-là (prévention de la maltraitance). »

Les politiques ne semblent pas claires

«S'il y avait des politiques vraiment, un petit peu comme la loi sur l'intimidation qui a été passée, [...] alors que pour la maltraitance et la négligence [...] ce n'est pas nommé spécifiquement. »

LEADERSHIP

Sur le territoire du CLSC, y a-t-il des **leaders politiques ou des décideurs** qui expriment un engagement fort vis-à-vis de la prévention de la maltraitance envers les enfants, et qui prennent des mesures efficaces pour résoudre ce problème?



LEADERSHIP DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Présence d'institutions en mesure d'assurer un leadership en prévention de la maltraitance

- Les acteurs de santé publique: le Ministère de la Santé et des Services Sociaux, l'Institut National de Santé Publique, les agences de santé et de services sociaux et les CLSC
- Les arrondissements
- Avenir d'enfant

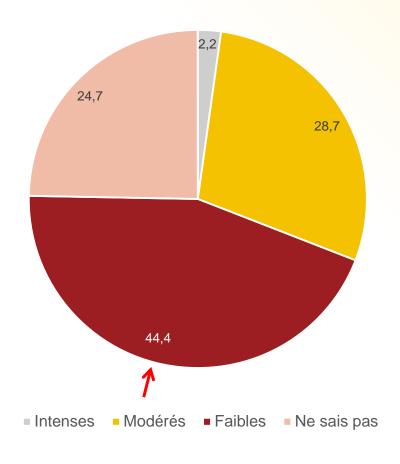
Mais:

- Peu d'individus ou de fonctions précises identifiées
- Leadership perçu comme peu présent:

« Peut-être que ça c'est quelque chose qui peut manquer, qui est moins là. [...] Même le directeur général du CLSC est-ce qu'on va l'entendre régulièrement plaider pour ça, non. »

COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Comment qualifiez-vous les **efforts de communication** au sujet de la maltraitance envers les enfants sur le territoire du CLSC ?



INFORMATION ET DONNÉES DISPONIBLES DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Connaissance partielle des données et informations

Données perçues comme peu accessibles

« Puis il n'y a pas quelqu'un qui vient mettre ça en forme et dire : on a tel et tel chiffre et on veut travailler pour les diminuer de tant de pourcent. [...] Je ne sens pas que mes patrons ou les gens de l'autorité vont s'appuyer là-dessus puis nous mettre en contexte. »

Volonté d'avoir davantage accès aux données

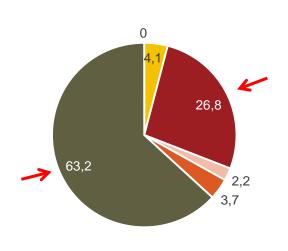
« Il faudrait fournir davantage d'information qui est synthétisée et qui est accessible. »

Volonté de prévenir la maltraitance justifié par les taux de prévalence, les facteurs de risques ou les conséquences

« C'est clair que ça devrait être une priorité. Je pense que la maltraitance induit aussi un ensemble de conséquences chez les enfants [...] tant au niveau de leur développement physique que psychologique. »

RESSOURCES FINANCIÈRES

Est-ce que l'Agence de la santé et des services sociaux de votre région a un budget dédié à la prévention de la maltraitance envers les enfants?



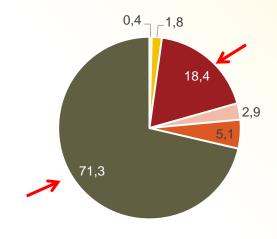


- Insuffisant
- Largement insuffisant

Non

■ Ne sais pas

Au-delà de l'Agence, existe-t-il d'autres budgets dédiés à la prévention de la maltraitance à d'autres paliers gouvernementaux (...) ou dans d'autres types d'infrastructures (...), auxquels le territoire du CLSC a accès?



- Largement suffisantSuffisant
- Insuffisant

Largement insuffisant

Non

■ Ne sais pas

RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES

DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Importance des ressources matérielles et financières

« C'est beau avoir une vision commune, une compréhension commune, mais s'il n'y a pas de ressource, vite on va se démobiliser.

Manque de ressources matérielles et financières

« Les organisations autant communautaires que publiques, avec toutes les coupures de financement, sont déjà immergées par les besoins présents, fait que d'être capable de développer davantage, je ne suis pas sûr qu'ils soient tant capables. »

« Moi j'ai plus tendance à dire il faut requestionner nos façons de faire pour les rendre plus efficaces; plus que de requestionner la ressource matérielle ou financière. »

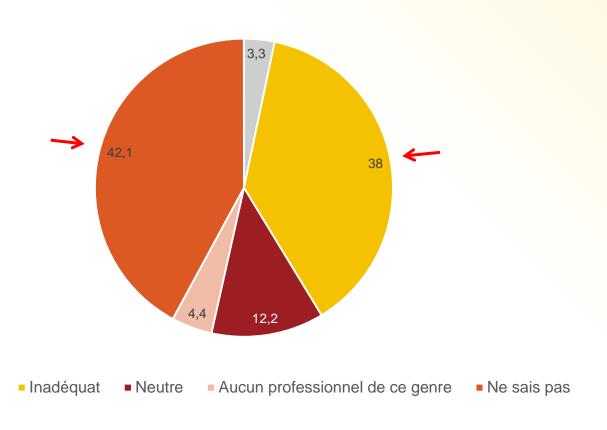
<u>VS</u>

« [Les données], on a tout ça. [...] Dans l'application c'est une autre réalité, toujours en lien avec les ressources humaines qui sont manquantes. »

RESSOURCES HUMAINES

Adéquat

En général sur le territoire du CLSC, croyez-vous que le **nombre de professionnels spécialisés en prévention de la maltraitance** envers les enfants est adéquat pour soutenir l'implantation de programmes de prévention de la maltraitance à l'échelle du territoire?



RESSOURCES HUMAINES

DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Manque de ressources humaines

« Il y a un manque de ressources financières pour engager suffisamment de personnel. »

Réticences à s'engager dans un nouveau programme

« Les protocoles sont toujours un peu vus comme des restreintes qui viennent s'ajouter, dans la logique où les ressources sont déjà pas mal épuisées ou pas mal usées. »

Peu de compétences spécifiques à la prévention de la maltraitance

« Mais est-ce qu'on est compétent pour travailler la prévention de la maltraitance? Non, je ne pense pas. »

Ouverture à recevoir de la formation

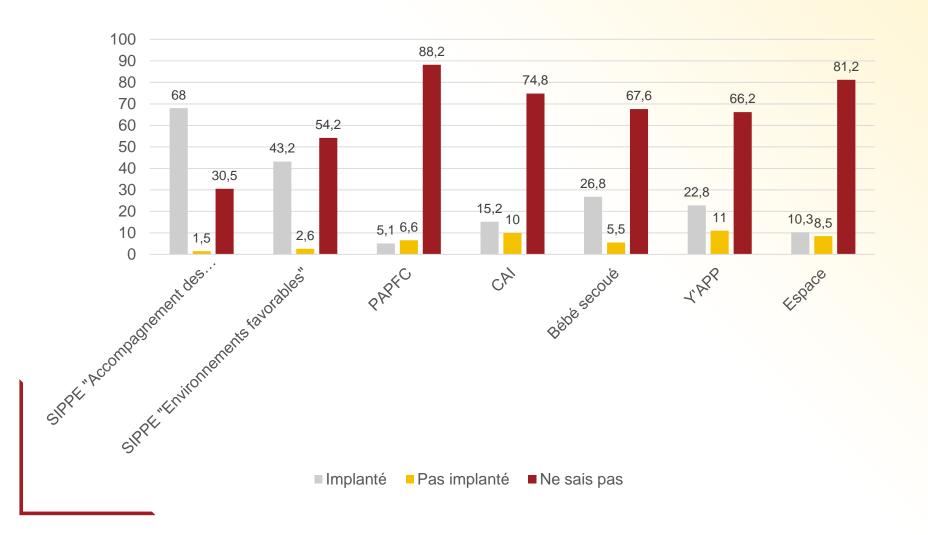
« Je sais que les partenaires aimeraient avoir davantage de formation. »

RÉSULTATS SUR LES PROGRAMMES UTILISÉS

AVEC INTÉGRATION DES RÉSULTATS QUALITATIFS

PDP EXISTANTS

À votre connaissance, [nom du programme] est-il <u>actuellement implanté</u> sur votre territoire?



PRATIQUES ACTUELLES

DISCOURS DES INFORMATEURS-CLÉS

Les informateurs rapportent la présence des

- 1) Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE)
- Programme périnatal de prévention du syndrome du bébé secoué (PPPSBS)
- 3) Programme cadre en négligence
- Aussi, plusieurs organismes impliqués auprès des familles sur les différents territoires.
- Mais aucun organisme ne vise explicitement parmi ses objectifs, la prévention de la maltraitance.

RÉSULTATS À L'ÉCM ET À L'IHSM (COLLABORATION)

AVEC INTÉGRATION DES RÉSULTATS QUALITATIFS

COLLABORATION ENTRE INTERVENANTS <u>DE</u> <u>DIVERS ORGANISMES</u> (N = 222)

En moyenne, la fréquence de collaboration est jugée assez faible :

• M = 1.9, ÉT = 0.44

En moyenne, les intervenants souhaiteraient collaborer davantage:

• M = 3,3, ÉT = 0,50

Échelle de fréquence:

1= jamais

2= quelquefois

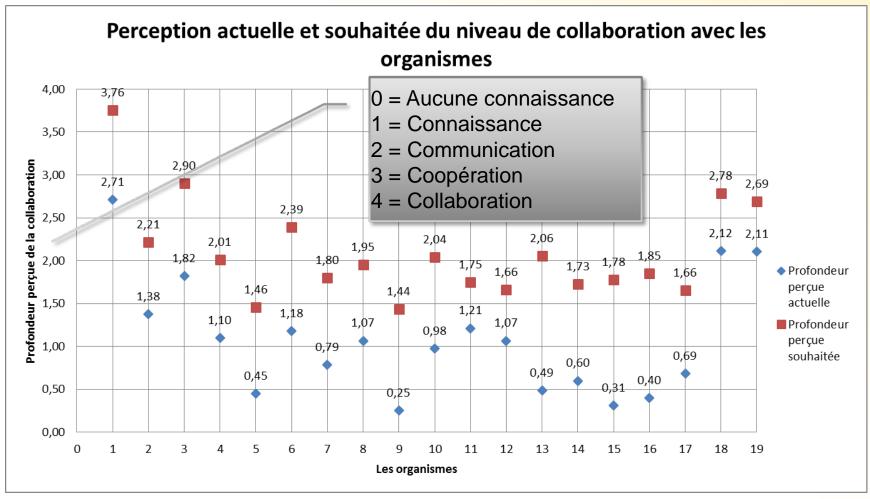
3= souvent

4= très souvent

En moyenne, le climat de collaboration est jugé favorable:

- M = 2.9, ÉT = 0.39
- Échelle variant entre 1 et 4 (plus c'est élevé, plus le climat est bon)

COLLABORATION ENTRE ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES (EX.: MERCIER-EST / ANJOU)



Les organismes : 1-CLSC MEA, 2-CJM-IU, 3-Maison des familles de Mercier-Est, 4- SÉSAME, 5-Le Carrousel du p'tit monde d'Anjou, 6-Le service d'aide communautaire d'Anjou, 7-CHORRA, 8-Carrefour solidarité Anjou, 9-Escale famille le Triolet, 10- Info-femmes, 11-CJFB, 12- Les Relevailles de Montréal, 13- Les centre de pédiatrie sociale, 14-Centre des femmes de Montréal, 15-La maison des enfants de l'île de Montréal, 16- La maison des parents, 17-Les cliniques médicales, 18- Les CPE ou services de garde, 19- Les écoles primaires

DANS L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES:

Parmi les organisations perçues comme les plus collaborantes (profondeur perçue de la collaboration > 2), on retrouve:

- le CLSC, systématiquement
- les CJ, les CPE et les écoles primaires, mais variable d'un quartier à l'autre
- rarement des organismes communautaires, à l'exception de Rosemont où la collaboration avec le milieu communautaire semble plus importante

Certaines ressources communautaires semblent peu connues des autres acteurs famille-enfance du territoire (profondeur perçue de la collaboration < 1).

Pour l'ensemble des acteurs, il y a un écart systématique entre le niveau de collaboration actuel et souhaité.

RÉSEAUTAGE, PARTENARIAT ET COLLABORATION DISCOURS DES INFORMATEURS

Tables de concertation présentes sur chacun des territoires

- Enjeux identifiés par les informateurs au sein des tables de concertation:
 - Acteurs absents
 - Acteurs sursollicités
 - Tensions
 - Compétition pour les ressources entre les différents organismes impliqués
 - Volonté à s'investir au sein de projets communs ?

POINT DE VUE DES INFORMATEURS SUR LE RÉSEAUTAGE ET LA COLLABORATION

Ententes formelles

- Programmes cadres en négligence
- Protocoles de partenariat CLSC-CPE

Collaboration informelle

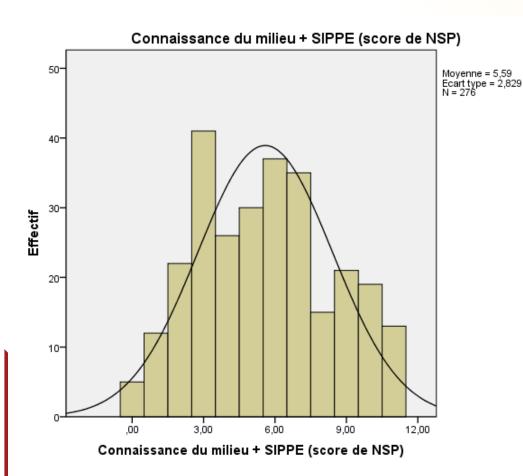
« Donc à ce niveau-là ce qui pourrait manquer dans le quartier c'est justement un lien avec les instances pour que ce réseautage-là soit davantage officialisé. »

VS

« On veut garder notre autonomie, nous, comme organisme communautaire. C'est pour ça que pour l'instant, les ententes informelles font notre affaire, parce que sinon, si ça commence à tomber dans les protocoles, les structures, on va débarquer, c'est certain. » ET ALORS...

SOMMES-NOUS PRÊTS?

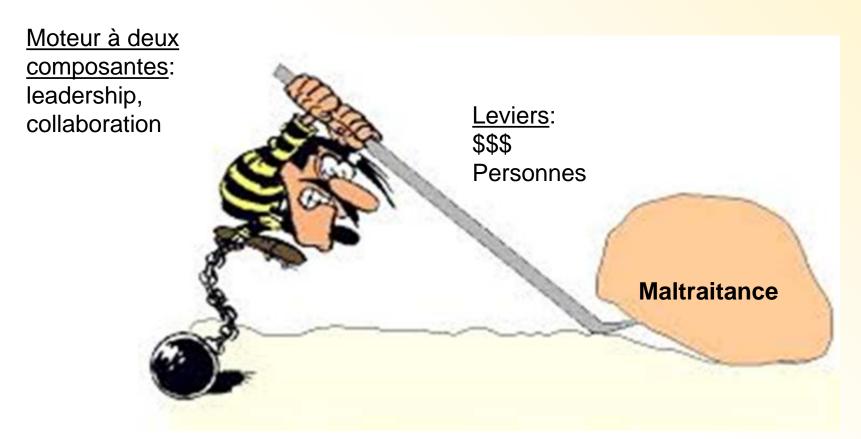
CONSTAT: NOUS CONNAISSONS PEU NOTRE ENVIRONNEMENT



Pas de différence significative entre les territoires, ni entre gestionnaires et intervenants.

Les répondants provenant des CPE ont une connaissance moins grande de leur milieu au regard de tout ce qui touche à la prévention de la maltraitance, comparés aux répondants du réseau SSS et des OC.

CONSTATS: MOTEUR, LEVIER ET APPUIS



Appuis:

- Importance accordée au problème (valeurs, attitudes)
- Information et données pertinentes, accessibles et qui circulent
- Mandats et politiques clairs, engageants et bien compris
- Programmes et pratiques actuels compatibles

SELON VOUS: À QUEL STADE EST-ON?

Stade	Définition
1. Aucune prise de conscience du problème	Les membres de la communauté de même que les leaders ne reconnaissent pas l'enjeu comme un problème, mais plutôt comme une réalité immuable.
2. Déni	Bien qu'elle fasse preuve d'une certaine reconnaissance du problème, la communauté se sent impuissante ou peu concernée.
3. Prise de conscience vague	La communauté commence à reconnaître le problème et la nécessité d'agir, mais est peu motivée dans l'immédiat. Le leadership est inexistant ou les leaders manquent de motivation.
4. Pré-planification	La présence d'un problème et la nécessité d'agir sont clairement reconnues. Le leadership s'organise et des comités peuvent être constitués.
5. Préparation	La planification est en cours. Certaines informations concernant le problème sont recueillies. Les leaders sont actifs, prennent des décisions sur les actions à réaliser et recherchent activement des ressources.
6. Initiation	Les informations disponibles sont suffisantes pour justifier les efforts. Des activités ou des actions démarrent. Du personnel est en formation et les leaders peuvent être très enthousiastes.
7. Stabilisation	Quelques programmes ou activités sont en cours, supportés par les décideurs et perçus comme stables. Le personnel est expérimenté et la communauté ressent peu le besoin de changement ou d'expansion.
8. Confirmation ou expansion	Certains efforts sont en place et l'expansion ou l'amélioration de ces efforts sont encouragés par les dirigeants. Les efforts originaux ont été évalués et modifiés et de nouveaux efforts sont à l'essai dans le but de rejoindre une plus grande part de la population, ou de mieux rejoindre les groupes à risque. Des données sont récoltées en ce qui concerne l'étendue du problème et ses facteurs de risque.
9. Professionnalisation	Des connaissances concernant le problème et ses facteurs de risque sont disponibles et détaillées. Les efforts sont adaptés au risque présenté par différents groupes dans la population et des évaluations sont utilisées afin de perfectionner le programme. Le programme est supporté par les dirigeants, la communauté et un personnel très qualifié.

MESSAGE FINAL

La disposition et la capacité à agir:

ça se développe!











MERCI À NOS PARTENAIRES!

Québec 🖁 🕏

- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- CIUSSS de la Capitale-Nationale
- CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
- Institut national de santé publique du Québec





Région de Montréal

- Carrefour des femmes d'Anjou
- Carrefour Solidarité Anjou
- Carrousel du P'tit Monde d'Anjou
- CPE La Grenouille Rose
- CPE Les Maisons Enjouées
- Commission scolaire de Montréal
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
- L'Antre-Jeunes
- Concertation Anjou
- Maison des Familles Mercier-Est
- Solidarité Mercier-Est
- SAC Anjou

Région de Québec

- CPE La Petite École
- CPE L'Enchanté
- CPE L'Éveil Enfantin
- Matinée Frimousses
- Re-Fa-Vie
- Ressources familiales Côte-de-Beaupré